

Conseil général des Côtes d'Armor

# Programme Départemental d'Insertion

Conseil Départemental d'Insertion 2010

DIRECTION  
ÉCONOMIE  
EMPLOI  
TERRITOIRES

Conseil général

**infos services**

► N°Azur 0 810 810 222

Prix d'une communication locale depuis un poste fixe

[www.cotesdarmor.fr](http://www.cotesdarmor.fr)

Conseil  
Général



*Votre Conseil général*

*le développement, favoriser l'essor de tous*

# **Un nouveau Programme départemental d'Insertion pour les Côtes d'Armor**

## **Préambule**

La loi du 8 décembre 2008 généralisant le revenu de Solidarité active et réformant les politiques d'insertion conforte et institue respectivement le Programme départemental d'Insertion (PDI) et le Pacte territorial d'Insertion (PTI).

Dans les premiers mois qui ont suivi la promulgation de la loi sur le rSa - et dans le prolongement du travail engagé lors de l'expérimentation de ce dispositif - notre Assemblée s'est saisie régulièrement du dossier relatif à l'insertion économique et sociale.

Nous pouvons considérer désormais comme réussie la mise en œuvre de ce nouveau dispositif dont bénéficient nos concitoyens les plus fragilisés. Cependant, nous le savons, le versement d'une allocation, n'est en aucun cas suffisant pour permettre aux intéressés de trouver une issue à leurs difficultés, de devenir autonomes socialement et économiquement : si l'allocation est indispensable, elle ne constitue que l'une des composantes du dispositif rSa dont la réussite dépend de la définition d'une Politique d'Insertion ambitieuse et réaliste.

Et c'est au Département, chef de file des politiques d'Insertion, que revient la responsabilité de définir un véritable projet prospectif, mobilisateur et fédérateur, dont la traduction opérationnelle doit être un instrument de transformation sociale et économique au service des plus démunis. Le Programme départemental d'Insertion constitue cet instrument.

## **L'élaboration du Programme Départemental d'Insertion dans les Côtes d'Armor**

Le comité de pilotage mis en place lors de la généralisation du rSa a élargi ses compétences et a, dès le mois de novembre 2009, arrêté une méthode de travail pour bâtir ce nouveau PDI dans le cadre d'un partenariat le plus large possible. Trois ateliers ont été mis en place. Il se sont réunis à deux reprises, les 21 et 28 janvier, et ont regroupé plus de cent vingt participants autour des thèmes suivants :

- Le premier atelier "Economie, formation et emploi" visait à faciliter le recrutement de bénéficiaires du rSa par les entreprises du département ;
- Le second, "Insertion par l'Activité Economique", visait à conforter les structures de l'IAE afin qu'elles remplissent au mieux leur rôle de passerelle vers l'emploi ordinaire ;
- Le troisième atelier, consacré à l'action sur les "Freins à l'emploi", a concerné la mobilisation de tous les moyens existants pour résoudre les obstacles à la reprise d'un emploi ou à l'entrée en formation.

La synthèse de ces ateliers a été présentée et débattue dans les neuf Commissions Locales d'Insertion (CLI) entre le 19 février et le 10 mars 2010.

Le Programme départemental d'Insertion est donc le fruit d'un travail collectif auxquels ont participé des structures de l'Insertion par l'Activité Economique, des organisations représentatives de salariés, des représentants d'employeurs, des travailleurs sociaux, des élus départementaux et locaux, des acteurs de l'insertion sociale et professionnelle, des représentants des services de l'Etat et des organismes sociaux ...

Notre volonté a donc été de mobiliser tous les acteurs de l'insertion.

### **Les principales orientations du Programme départemental d'Insertion**

Conforté par la production collective des ateliers, le Conseil général entend désormais intégrer à sa politique d'insertion une forte dimension économique. En disant cela, nous ne nions pas la nécessité de mener une politique forte en matière d'action sociale, mais il nous faut chercher à orienter différemment nos interventions dans le domaine de l'insertion économique **et** sociale. Ceci nous obligera par conséquent, à développer de nouveaux savoir-faire dans les domaines de l'emploi dont on découvrira les principales déclinaisons dans le Programme départemental d'Insertion.

### **Le Pacte Territorial d'Insertion**

Réussir le PDI c'est, pour le Conseil général, réussir à rassembler et fédérer tous les acteurs de l'insertion autour d'actions concrètes et articulées entre elles. Tel est l'objet précis du Pacte Territorial d'Insertion (PTI) défini par la loi du 8 décembre 2008.

Il conviendra donc, suite à l'adoption du PDI fixant le projet politique du Conseil général, de poursuivre notre travail de mobilisation avec les partenaires pour faire en sorte que chacun d'entre eux puisse s'engager formellement et pratiquement dans des actions d'insertion tant à l'échelle départementale qu'infra-départementale.

## Politique d'Insertion et Territoires

Les questions relatives à l'insertion économique et sociale concernent l'ensemble des collectivités du territoire costarmoricain. Les communes et les établissements publics de coopération intercommunale y sont sensibles et agissent déjà dans ce domaine *via*, entre autre, les centres communaux ou intercommunaux d'action sociale.

Pour autant, un nouvel essor des politiques des territoires est envisageable notamment à travers à travers un renforcement des collaborations avec les structures locales de l'insertion par l'activité économique et un usage plus fréquent de la clause d'insertion dans leurs propres marchés publics. **Aussi l'effort local en matière d'insertion peut-il contribuer fortement à la réussite du Programme départemental d'insertion.**

Dans cette perspective et dans le prolongement du travail collectif d'élaboration du PDI, **un engagement des collectivités locales des Côtes d'Armor est attendu sur ce dossier.** Par conséquent, je souhaite vivement que les futurs contrats de territoire aient dans leurs priorités l'organisation de la solidarité en faveur de nos concitoyens les plus démunis.

Cette démultiplication des outils dédiés à la mise en œuvre du Programme départemental d'Insertion, actée institutionnellement dans les Pactes territoriaux d'Insertion et traduite dans les contrats de territoire, impulsera une dynamique collective où le slogan "***l'insertion est l'affaire de tous***" pourra devenir une réalité tangible.

**C'est toute l'ambition de cette démarche dont la première étape consiste à adopter le Programme Départemental d'Insertion en débat aujourd'hui au sein de notre Assemblée.**

**Claudy Lebreton**  
Président du Conseil général  
des Côtes d'Armor

## Le Programme Départemental d'Insertion 2010

Le revenu de Solidarité active, entré en application le 1<sup>er</sup> juin 2009\*, a été versé à **10.072** ménages des Côtes d'Armor. Cette nouvelle allocation a pour objectif de réduire la pauvreté en complétant les revenus du travail et en incitant ses bénéficiaires à chercher ou retrouver un emploi.

Le Département, occupe un rôle majeur dans le nouveau dispositif :

- Il assure le financement de l'allocation versée aux allocataires du RSA "socle" (ex RMI et API), au nombre de **7.369\*** ménages pour ce même mois de décembre ;
- Il doit procéder, après évaluation, à l'orientation de ces bénéficiaires, vers Pôle Emploi ou vers les services sociaux départementaux, s'ils ne sont pas "disponibles" immédiatement pour occuper un emploi.

Pilote des politiques d'insertion, Conseil général est dans l'obligation d'établir chaque année son Programme départemental d'Insertion (PDI) qu'il complètera par l'établissement d'un Pacte territorial d'Insertion (PTI), associant les partenaires concernés pour le mettre en œuvre.

L'objectif principal fixé au PDI est d'**aider les bénéficiaires du rSa à accéder à l'emploi ordinaire**, en s'appuyant, d'une part sur le "droit commun", et notamment Pôle emploi désormais en charge des publics considérés comme directement employables, et d'autre part, en déployant des actions complémentaires et spécifiques, destinées aux publics plus éloignés de l'emploi.

*\* chiffres CAF consolidés au 31 décembre 2009*

# SOMMAIRE

---

<b>I.</b>	<b>ELEMENTS DE DIAGNOSTIC ET DE CONTEXTE</b>	<b>7</b>
<b>A.</b>	<b>Bilan du PDI 2006 et rappel des conclusions de l'audit du dispositif RMI de 2007</b>	<b>7</b>
1.	Les constats de 2007	7
2.	Les recommandations formulées à l'issue de l'audit	8
<b>B.</b>	<b>Les chiffres du RSA dans le département</b>	<b>10</b>
1.	Eléments chiffrés sur les allocataires	10
2.	Les actions d'insertion en chiffres	
3.	L'organisation de l'orientation et de l'accompagnement socio professionnel des bénéficiaires du rSa	19
<b>C.</b>	<b>Le contexte départemental</b>	<b>22</b>
1.	La situation de l'économie et de l'emploi	22
2.	La situation des bénéficiaires du rSa dans ce contexte et les perspectives, selon leur disponibilité à l'emploi	23
<b>II.</b>	<b>LA POLITIQUE D'INSERTION DU CONSEIL GENERAL DES COTES D'ARMOR</b>	<b>26</b>
<b>A.</b>	<b>Faciliter l'accès à l'emploi durable dans les différents secteurs d'activité</b>	<b>27</b>
1.	Appréhender le marché de l'emploi afin d'orienter au mieux le public rSa vers les offres d'emploi actuelles et à venir	27
2.	Développer la formation professionnelle des bénéficiaires du RSA afin de les positionner durablement sur le marché de l'emploi	27
3.	Accroître les recrutements des bénéficiaires du rSa dans les entreprises	28
4.	Créer des modalités d'accompagnement en amont et en cours d'emploi	28
5.	Accompagner les créateurs d'entreprise dans leur insertion professionnelle	29
<b>B.</b>	<b>Soutenir et renforcer l'Insertion par l'Activité Economique</b>	<b>30</b>
1.	Assurer des parcours d'insertion débouchant sur l'emploi dans le secteur ordinaire	30
2.	Soutenir l'activité des structures de l'insertion par l'activité économique du département	30
3.	Accompagner l'élaboration de passerelles entre le monde économique et les SIAE	31
4.	Accompagner l'élaboration de passerelles entre les SIAE	31
<b>C.</b>	<b>Lever les freins à l'emploi</b>	<b>32</b>
1.	Recenser et organiser les réponses, ciblées ou ponctuelles, pour tous les domaines de difficultés	32
2.	Activer les aides financières de l'Aide Personnalisée pour le Retour à l'Emploi (APRE)	33
3.	Mettre en place des actions de remobilisation	33

4. Adapter l'accompagnement de publics spécifiques selon leurs difficultés particulières	34
5. Organiser l'accès à des "activités d'autonomie sociale"	34
 <b>CONCLUSION</b>	 <b>35</b>
 <b>Table des Sigles</b>	 <b>36</b>

# I. Eléments de diagnostic et de contexte

---

## ***A. Bilan du PDI 2006 et rappel des conclusions de l'audit du dispositif RMI de 2007***

A la suite de la décentralisation du RMI intervenue au 1<sup>er</sup> janvier 2004, le précédent Programme départemental d'Insertion, adopté en 2006, était déjà marqué par l'objectif de faire accéder à l'emploi les bénéficiaires de l'allocation. Il consacrait également la mise en application de nouvelles modalités de conventionnement pour les chantiers d'insertion, appuyée sur un cahier des charges, et pointait la nécessité de redéfinir les activités d'autonomie sociale existant depuis une dizaine d'années.

Afin d'envisager une révision plus globale du dispositif, un audit a été conduit au cours de l'année 2007. Mais la perspective, au cours de l'année 2008, de l'entrée en application rapide du revenu de Solidarité active, avant même la fin de son expérimentation, a eu pour conséquence de différer l'exploitation des résultats ici rappelés.

### **1. Les constats de 2007**

#### **- Les acquis du dispositif RMI :**

- La totalité des allocataires du département sont accompagnés et signent des contrats d'insertion ;
- L'accompagnement est relativement riche, mais des améliorations possibles.

#### **- Les limites de l'Insertion par l'Activité Economique dans les ACI :**

- Une image contrastée auprès des bénéficiaires du RMI :
  - Des expériences positives, mais une représentation toujours stigmatisante pour les allocataires ;
  - Des sorties vers l'emploi difficiles malgré les efforts déployés.

#### **- L'absence de solutions pour les publics les plus en difficultés**

- Conséquence du repositionnement des Ateliers et Chantiers d'Insertion vers des exigences professionnelles renforcées
- Des Espaces d'Autonomie Sociale qui ne répondent pas aux besoins d'accompagnement vers des démarches d'emploi.

#### **- Des solutions limitées pour l'accès à l'emploi « direct »**

- Des conseillers emplois saturés ;
- Un volume limité de contrats aidés dans le secteur marchand ;
- Absence de prestations spécialisées favorisant l'accès à l'emploi.



**- Les limites d'une gestion centralisée du dispositif RMI dans un système d'action sociale peu territorialisé**

- Lourdeurs et délais compte tenu de l'absence de délégation de signatures
- Symptôme « d'embolisation pour les service centraux »
- Déficit managérial et d'animation locale

**- La difficulté à mobiliser des dynamiques territoriales**

- Pertinence des périmètres des CLI
- Absences de ressources humaines pour mobiliser les territoires
- Difficulté à élaborer des Plans Locaux d'Insertion

## **2. Les recommandations formulées à l'issue de l'audit**

**- Affirmer politiquement la finalité du dispositif d'insertion dans les Côtes d'Armor en clarifiant la philosophie du dispositif**

- Sur la contractualisation,
- Sur l'insertion professionnelle par rapport à l'insertion sociale,
- Sur la territorialisation, et la répartition équitable de l'offre d'insertion.

**- Décentraliser le dispositif d'insertion dans le contexte d'une action sociale territorialisée**

- Privilégier des instances de proximité pour manager et développer le dispositif d'insertion,
- Alléger et optimiser le processus de contractualisation,
- Mieux équilibrer les tâches en terme d'animation et de gestion de l'allocation.

**- Affiner les modalités d'accompagnement des publics en différenciant les rôles des différents acteurs et d'outillage**

- Instaurer un référent de parcours d'insertion, continuité du soutien dans le parcours d'insertion du bénéficiaire,
- Préciser l'articulation entre le référent de parcours d'insertion et les différents intervenants.

**- Développer et diversifier les appuis et les réponses en matière d'insertion professionnelle**

- Renforcer l'accompagnement vers l'emploi en :
  - outillant les référents sur ce thème (formation, outils de diagnostic),
  - mandatant des prestataires spécialisés dans ce type d'accompagnement ou des Agences de travail Intérimaire,
  - segmentant les approches et les accompagnements par type de publics (artistes, jeunes diplômés par exemple).
- Optimiser l'Insertion par l'Activité Economique (IAE)
- Accroître le volume de contrats aidés destinés au secteur marchand
- Développer des prestations du type « appui à l'accès direct à l'emploi »
- Envisager des partenariats avec des entreprises

Bien que remis en octobre 2007 (bien avant la discussion du projet de loi relatif au rSa), l'essentiel des constats et recommandations formulés dans le rapport d'audit conservent toute leur pertinence.

Ces éléments ont donc été intégrés aux débats des groupes de travail et se retrouvent pour l'essentiel dans les orientations proposées pour renouveler le dispositif d'insertion.

## ***B. Les chiffres du rSa dans le département***

### **1. Eléments chiffrés concernant les allocataires**

#### **- données sur l'ensemble des ménages allocataires du rSa du département**

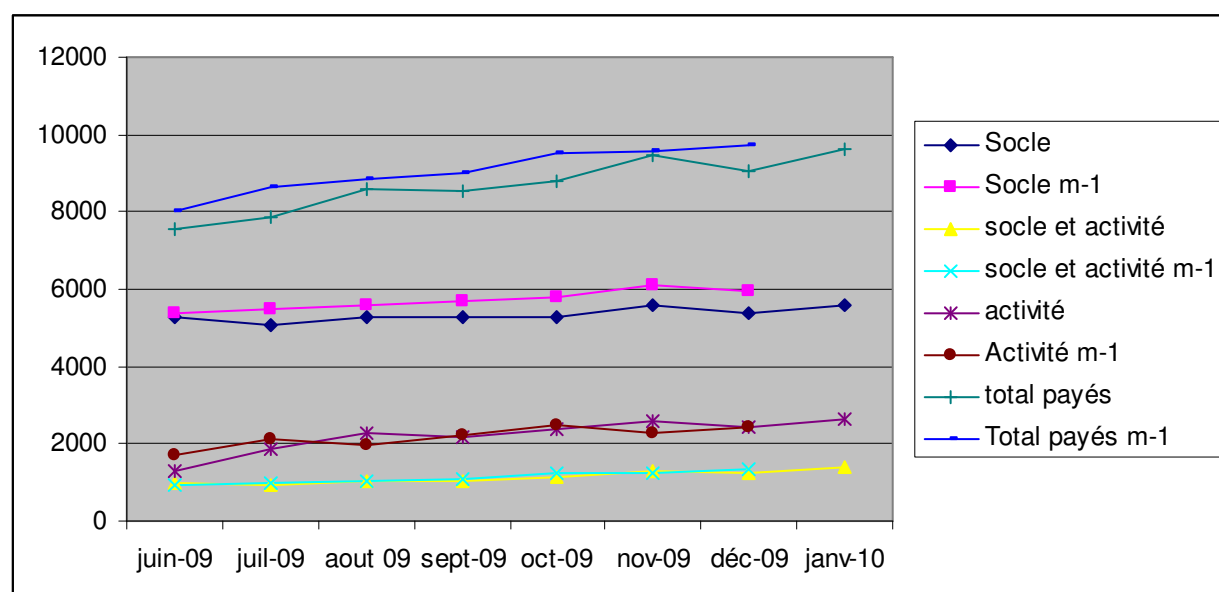
Le rSa recouvre trois types de situations:

- Les bénéficiaires qui n'exercent aucune activité perçoivent une allocation dont le montant correspond, selon le cas, au barème des minima sociaux antérieurs, API et RMI. Cette situation correspond au **rSa "socle"**
- Les bénéficiaires qui travaillent et perçoivent une allocation destinée à compléter leurs revenus. Cette situation correspond au **rSa "activité"**
- Les bénéficiaires qui exercent une petite activité et perçoivent **simultanément du rSa "socle" différentiel et du rSa "activité"**, en fonction des revenus d'activité reçus.

Compte tenu de la dynamique particulière de l'allocation, révisée tous les trimestres, la détermination des chiffres des ménages allocataires du rSa reste complexe. Ainsi, les organismes payeurs ne communiquent de données "consolidées" que deux à trois mois après un mois de référence.

#### **Évolution du nombre des ménages allocataires du rSa de juin 2009 à janvier 2010, selon les prestations perçues**

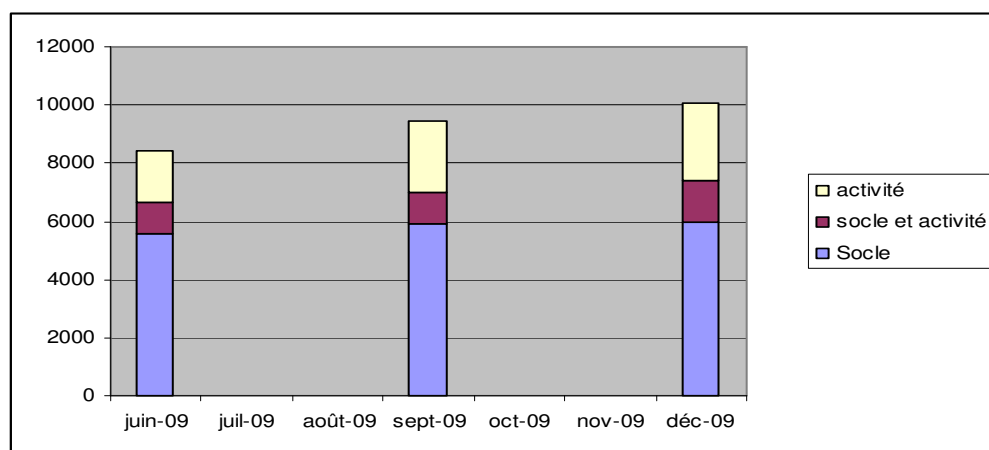
*(source CAF données non consolidées, en M et corrigées à M-1)*



La représentation graphique ci-dessus illustre la difficulté à disposer d'éléments stables à chaque fin de mois, et indique aussi une meilleure fiabilité des données rectifiées au titre du mois précédent. A défaut d'exactitude, il est possible de déterminer l'ordre de grandeur des effectifs et de dégager les tendances de leur évolution.

### Evolution du nombre des ménages allocataires RSA, de juin à décembre 2009, selon la prestation perçue:

(données CAF "consolidées")



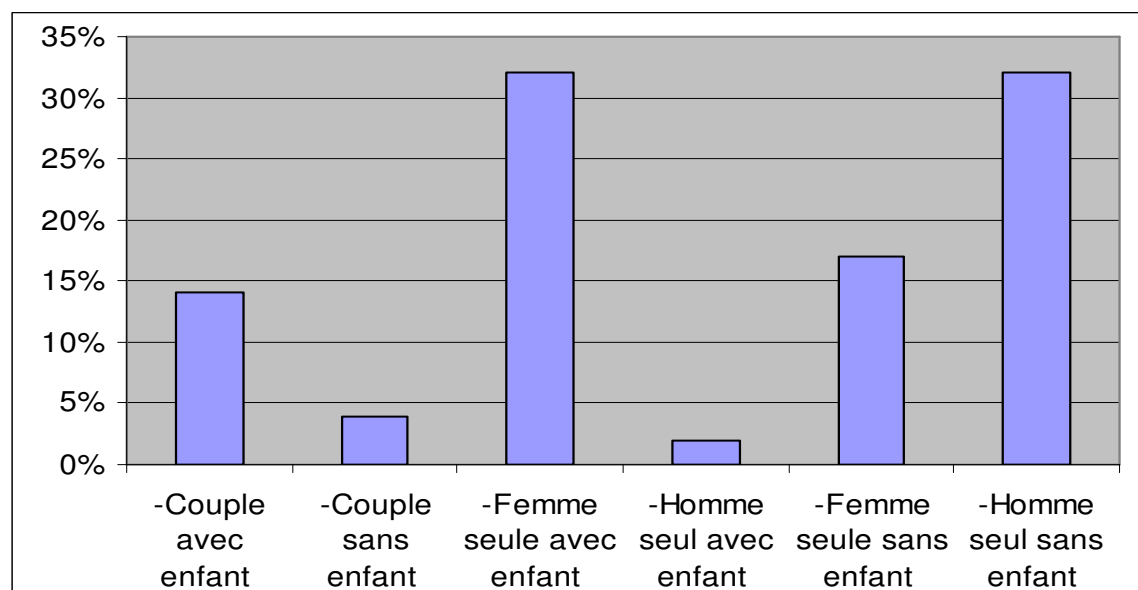
Au titre du mois de décembre 2009, **10.072** ménages ont perçu du RSA ans le département. Cet effectif se décompose en **5.993 ménages rSa "socle"** (60%), **1.376 "socle et activité"** (14%) et **2.703 "activité"** (27%).

La perspective, prévue en 2009, d'une forte affluence de bénéficiaires du rSa "activité" ne s'est donc pas réalisée. Il est à noter cependant, un accroissement de 54% ce public entre Juin et Décembre 2009, alors que l'ensemble des ménages allocataires du rSa, augmentait de 20%.

Parmi ces ménages, la répartition par types de situations familiales met en évidence une forte proportion de personnes isolées, 83%, pour seulement 17% de couples. Parmi les personnes isolées, on constate la forte représentation des femmes seules, qui comptent pour 49% des ménages. Enfin, les ménages avec enfants, et l'ensemble des ménages bénéficiaires du RSA totalisent, au mois de décembre 2009, 20.598 personnes (compris enfants et parents).

### Répartition des ménages selon leur composition:

(données CAF "consolidées" Décembre 2009, toutes prestations RSA cumulées)

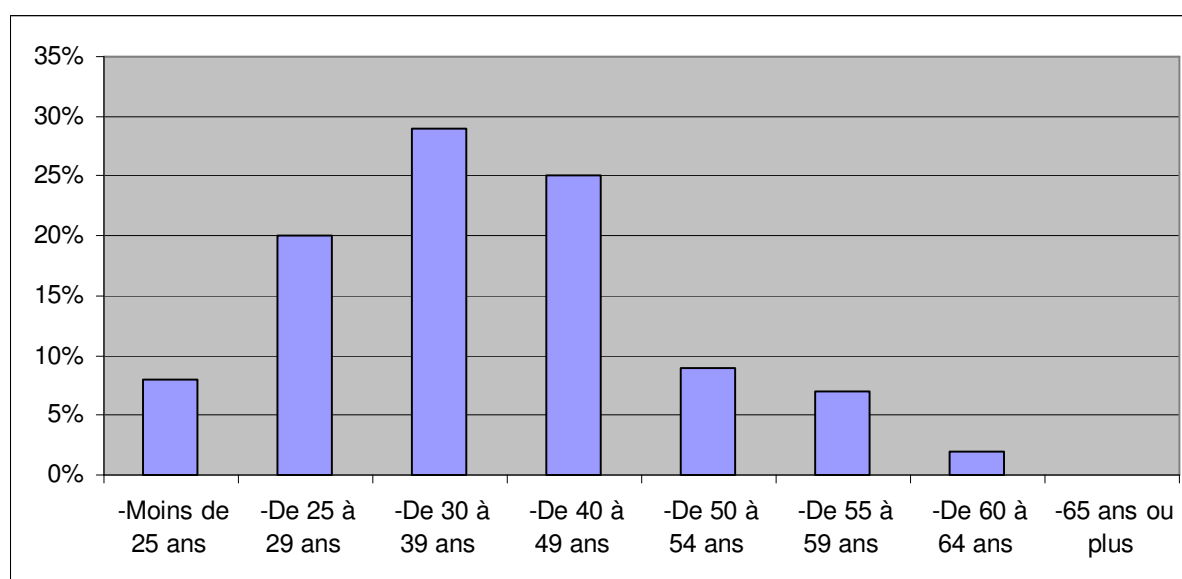


Depuis les dernières années, l'évolution du public allocataire du RMI marquait une féminisation. Cette tendance, avec l'intégration au RSA des Ex API (RSA majoré), se trouve amplifiée.

Le nombre de ces ménages bénéficiaires du RSA socle majoré est resté relativement stable au cours des mois de juin à décembre, entre un millier et 1200. A noter que la part des allocataires percevant le RSA activité majoré est proportionnellement identique à celle observée pour l'ensemble des bénéficiaires du RSA.

### Répartition des ménages selon l'âge de l'allocataire:

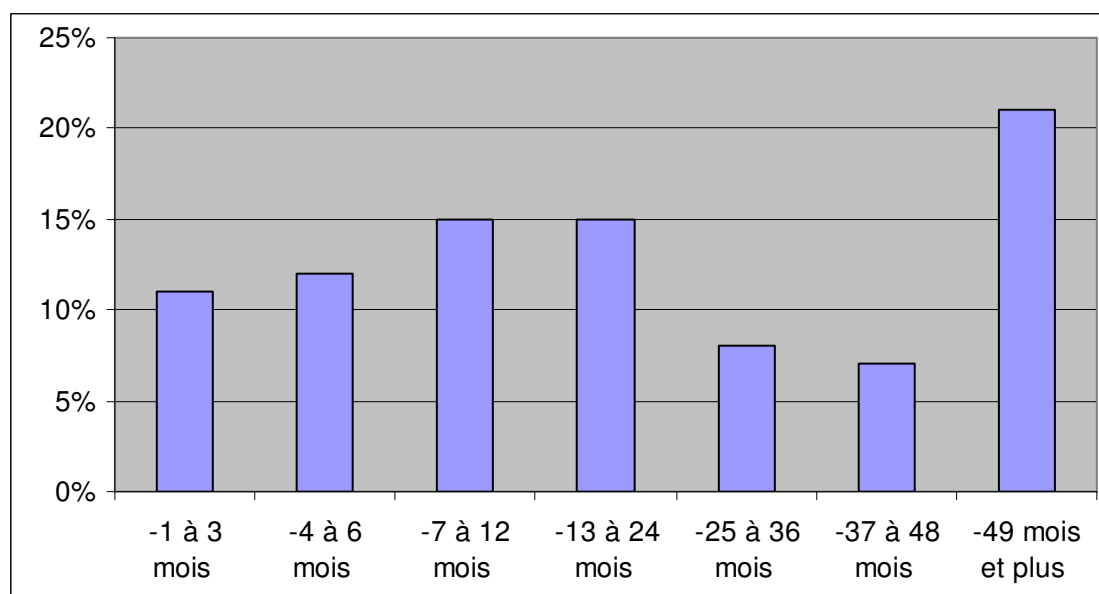
(données CAF "consolidées" Septembre 2009, toutes prestations rSa cumulées)



La répartition par tranches d'âge montre que 8% des bénéficiaires sont âgés de moins de 25 ans, tandis que la tranche des 25 à 30 ans en représente 20%. Si on y ajoute les 29% de la tranche des 30 à 40 ans, on observe que l'ensemble des allocataires de moins de 40 ans totalise largement plus de la moitié (57%) du fichier des ménages. On décèle donc aussi une tendance au rajeunissement du public par rapport aux données précédemment issues du RMI .

### Répartition des ménages RSA selon la durée de présence dans le dispositif RMI&RSA

(données CAF "consolidées Décembre 2009, toutes prestations cumulées)



Les durées de présences dans le dispositif rSa (inclus l'ancienneté au RMI), montrent la part importante des ménages ayant ouvert le droit au cours de l'année 2009, atteignant 49% des allocataires, soit près de la moitié de l'ensemble du fichier. Ce pourcentage s'explique par l'intégration automatique des ex API au 1<sup>er</sup> juin 2009 et par la progression du nombre des dépôts de demandes du RSA "activité" au cours du second trimestre.

Toutefois, cette proportion reste élevée et témoigne de l'importante mobilité du public rSa, perceptible par le flux constant des entrées et des sorties du rSa. Ce constat était déjà effectué pendant les dernières années du RMI, contredisant ainsi les représentations communes d'un public stable.

Au final, avec 9 mois de recul, le public bénéficiaire du rSa n'apparaît pas très éloigné du public connu antérieurement par les services du Département au titre du RMI, excepté les tendances à la féminisation et au rajeunissement, suite à l'intégration au dispositif des bénéficiaires du rSa majoré. Mais la possibilité du versement pérenne du rSa "activité", ouverte par la loi rSa, appellera une attention particulière sur l'évolution de la structuration du fichier, avec un accroissement prévu du nombre des ménages percevant le RSA activité, et les flux prévisibles entre le rSa socle et rSa activité.

## - données sur les bénéficiaires du rSa tenus aux "Droits et Devoirs"

Les indications précédentes reflètent la situation, en fin d'année 2009, de l'ensemble des ménages ayant perçu du rSa, sans précision du type d'allocation: "socle", "socle et activité", "activité" seule.

Or, la responsabilité du Conseil Général porte prioritairement sur les ménages ayant perçu du rSa "socle", auxquels il verse l'allocation, en totalité ou en partie. Cette responsabilité concerne tant les personnes bénéficiaires que les conjoints, qui entrent dans le champ des "droits et devoirs", car étant sans activité, ou parce que leur activité professionnelle ne leur procure que des revenus mensuels inférieurs à 500€.

Les données suivantes ciblent donc ce public, tenu aux "droits et devoirs", auquel les dispositions du PDI sont particulièrement destinées. Ces éléments sont issus des données par ménages transmises par les organismes payeurs CAF et MSA au titre du mois de Janvier 2010.

Ces chiffres n'étant pas consolidés, ils sont susceptibles de corrections, mais les proportions et les tendances qu'ils présentent permettent d'obtenir une représentation plus fine et territorialisée du public RSA.

**Ainsi, au mois de janvier 2010, 9.429 ménages ont perçu du rSa dans le département, dont 6.836 d'entre eux (72%) tenus aux obligations de démarches. Ces derniers totalisaient au titre du mois de janvier 7.806 personnes.**

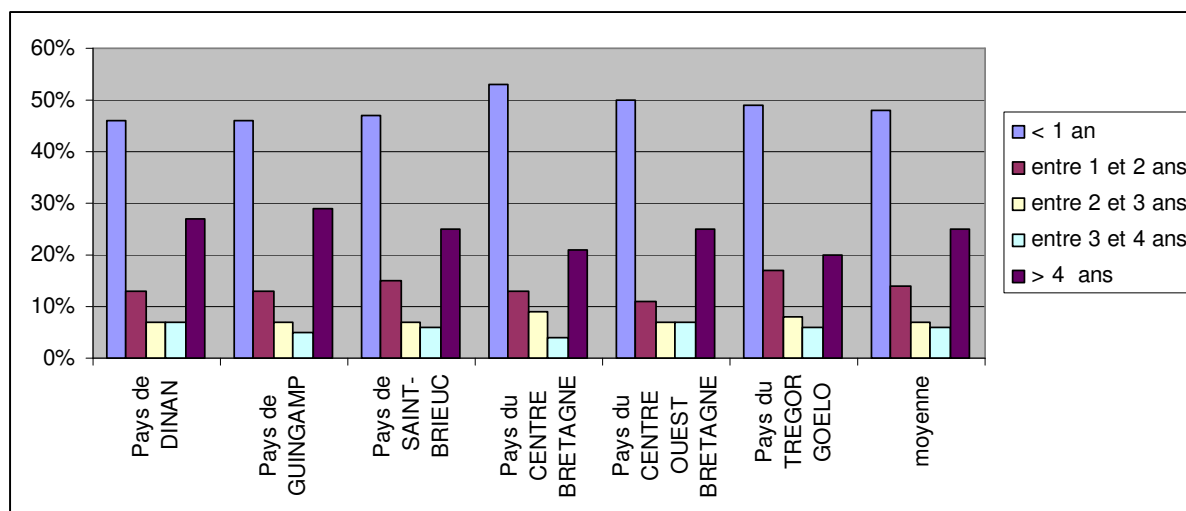
### Répartition par Pays des bénéficiaires du rSa tenus aux "Droits et Devoirs" (31 Janvier 2010, allocataires CAF et MSA données non consolidées)

<b>31/01/2010</b>	Pays de DINAN	Pays de GUINGAMP	Pays de SAINT- BRIEUC	Pays du CENTRE BRETAGNE	Pays du CENTRE OUEST BRETAGNE	Pays du TREGOR GOELO	Total
Ménages RSA versable	1511	1363	3555	539	504	1991	9463
RSA socle seul	842	803	2143	324	303	1087	5502
	56%	59%	60%	60%	60%	55%	58%
Total des ménages tenus aux obligations de démarches	1078	1002	2636	380	377	1383	6856
	71%	74%	74%	71%	75%	69%	72%
Ensemble des Individus tenus aux obligations de démarches	1212	1175	2980	446	441	1574	7828

La représentations de ces personnes par Pays met en évidence la disparité des situations.

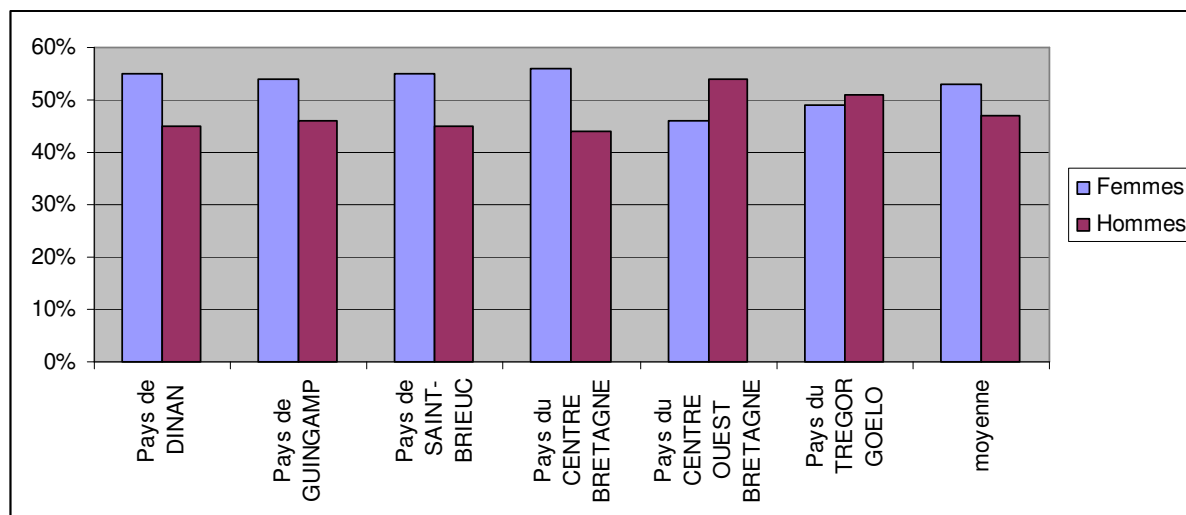
### Répartition des personnes tenues aux obligations de démarches par Pays et selon la durée de présence au RMI et au rSa

(31 janvier 2010, allocataires CAF et MSA données "non consolidées")



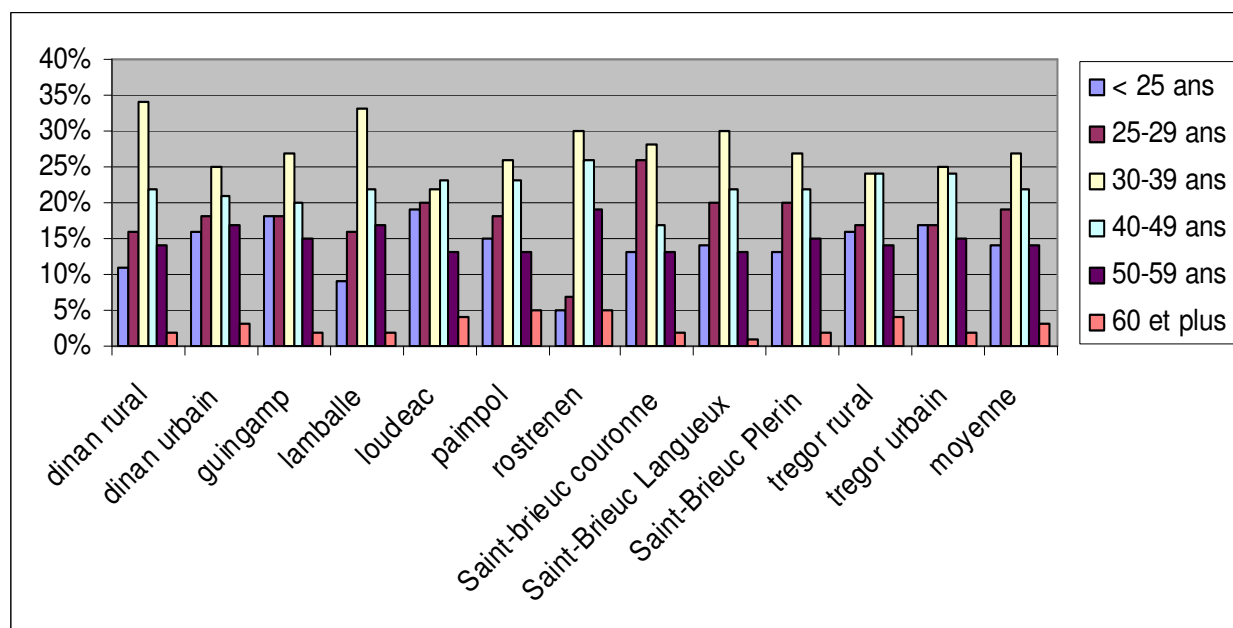
### Répartition des personnes tenues aux obligations de démarches par Pays et selon le sexe

(31 janvier 2010, allocataires CAF et MSA données "non consolidées")

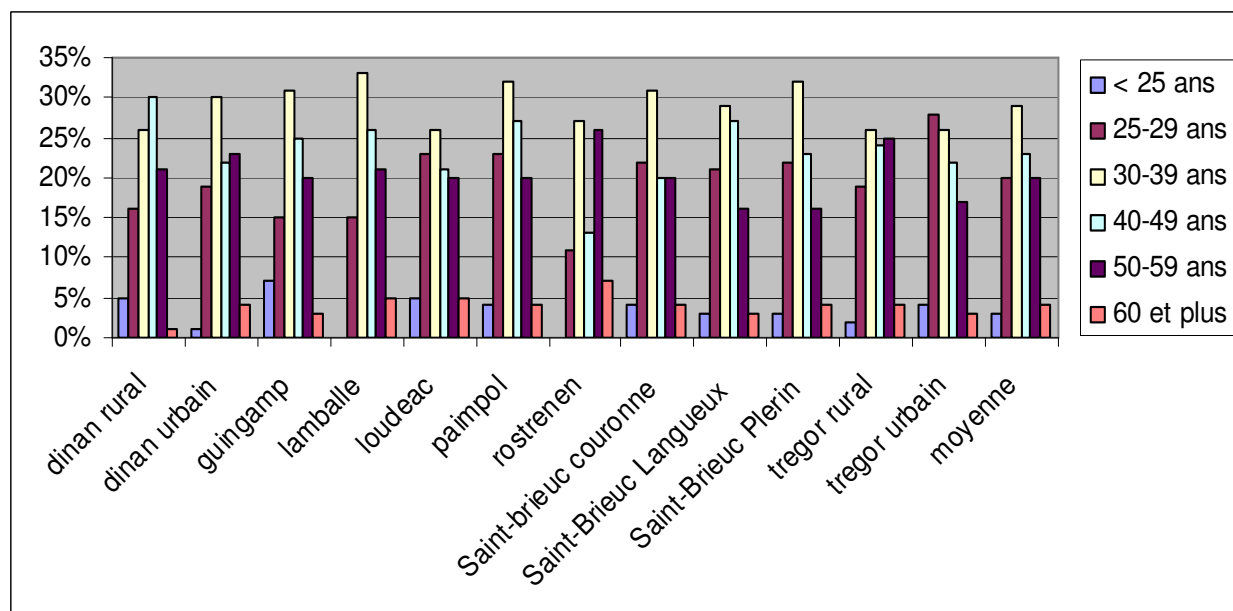




**Répartition des femmes tenues aux obligations de démarches par Circonscriptions de la Solidarité Départementale et par tranches d'âge**



**Répartition des hommes tenus aux obligations de démarches par Circonscriptions de la Solidarité Départementale et par tranches d'âge**



Les indicateurs figurant sur les graphiques ci-dessus, portant sur les durées de présence au RMI-rSa, la répartition par sexe et âge, feront l'objet d'une étude approfondie pour l'élaboration du pacte territorial d'insertion et sa déclinaison au niveau des Pays, afin de cerner au mieux les besoins spécifiques des territoires et déterminer les actions d'insertion appropriées.

### **Incidences financières**

Au titre de l'année 2009, le montant total des allocations versées aux ménages allocataires du RMI, et du rSa à compter du mois de juin, s'élevait à **27.157.654 €**.

Cette somme incluait le versement du RSA majoré aux ex bénéficiaires de l'API (allocation parent isolé), pour un montant de plus de **3 millions d'euros**, en forte progression par rapport aux estimations établies par la CNAF en début d'année 2009.

## **2. Les actions d'insertion en chiffres (Budget 2010)**

Les engagements du Conseil général en matière **d'insertion sociale et professionnelle** se traduisent par les dispositifs suivants :

### **▪ L'insertion sociale :**

#### **L'allocation rSa (32.970.000 €) :**

- Allocation rSa socle : 28.770.000 €
- Allocation rSa majoré (ex allocation parent isolé) : 4.200.000 €

#### **Accompagnement des bénéficiaires du rSa tenus aux obligations de suivi (486.000 €) :**

- Itinérance (gens du voyage) : 135.000 €
- Mutualité sociale agricole : 24.000 €
- ADALEA (personnes très précarisées) : 67.500 €
- Ateliers de savoirs fondamentaux : 32.000 €
  
- Auto-école sociale OCAM : 30.000 €
- Espaces d'autonomie sociale (Maison de l'Argoat, Ateliers du Cœur, Steredenn, Penthièvre Actions, CASCI de Plouézec, CCAS de Paimpol : financement de 5,25 ETP) : 189.000 €
- Association Le Banc blanc : 8.500 €

#### **L'aide au logement (100.000 €) :**

- ADALEA Boutique Logement : 50.000 €
- PACT ARIM : 50.000 €

#### **Les actions santé (10.000 €) :**

- Domicile Actions : 10.000 €

**Les aides destinées à lever les freins à l'emploi (201.000 €) :**

- Bons de transport SNCF : 1.000 €
- Fonds départemental d'insertion (FDI) : 200.000 €

▪ **L'insertion professionnelle :**

**Les contrats aidés (1,650 M€) :**

- 902 contrats uniques d'insertion (CUI) – secteur non marchand
- 160 contrats uniques d'insertion (CUI) – secteur marchand

**Le soutien aux Ateliers et Chantiers d'Insertion (2.084.400 € avec co-financement FSE) :**

- postes d'encadrants techniques et socio-professionnels
- 784 places en contrats aidés (prélevés sur les 902 CUI - secteur non marchand)

**Le soutien aux créateurs d'entreprises bénéficiaires de minima sociaux (354.000 €) :**

- Aide à la création de micro-entreprises par les bénéficiaires du rSa : 200.000 €
- Soutien aux structures d'accompagnement des créateurs d'entreprises (Boutique de gestion, ADIE, Itinérance...) : 125.000 €
- Soutien aux plates formes d'initiative locale (garantie Sofaris) : 15.000 €
- Union régionale des SCOP : 14.000 €

**Les Jeunes (850.000 €) :**

- Soutien au fonctionnement des Missions locales : 380.000 €
- Fonds d'Aide à la Jeunesse (FAJ) : 470.000 €

**Le soutien à l'Insertion par l'économie et à l'économie sociale et solidaire (311.000 €) :**

- Le fonds d'intervention départemental en faveur de l'économie sociale et solidaire : 140.000 €
- Soutien aux partenaires de l'IAE (Bretagne Développement Initiative, Union régionale des Entreprises d'Insertion, coopératives d'activités et d'emploi) : 171.000 €

**Les Equipes Emploi (330.000 € avec co-financement FSE) :**

Actions de placement et d'accompagnement dans l'emploi des bénéficiaires du rSa depuis plus de 2 ans. Cette action s'appuiera notamment sur le Contrat départemental d'accès à l'emploi (CDAE).

**L'expérimentation d'actions d'insertion innovantes dans le cadre du PDI (200.000 €) :**

Les projets d'actions expérimentales ou innovantes proposées par les services ou les partenaires de l'insertion dans le département

**Les actions d'insertion professionnelles complémentaires (89.500 €) :**

- Performance Handicap : 64.000 €
- CIBC et CIDF : 25.500 €

### 3. L'organisation de l'orientation et de l'accompagnement socio professionnel des bénéficiaires du rSa

#### **- L'évaluation et l'orientation**

La convention d'orientation, signée le 12 octobre 2009 entre le Conseil général, l'Etat, Pôle emploi, et les organismes payeurs de l'allocation, CAF et MSA, définit les dispositions retenues en commun pour informer, accueillir le public et instruire les demandes de rSa.

**Le Conseil général, doit assurer l'évaluation et l'orientation des personnes bénéficiaires du rSa "socle" tenus aux "obligations de démarches"**, conformément aux dispositions légales et réglementaires. Cette obligation concerne dorénavant des individus et non plus des ménages comme le prévoyait la réglementation du RMI.

Au Conseil général, cette fonction d'évaluation et orientation est assurée par les travailleurs sociaux des services départementaux, en lien avec le Service Emploi, récemment créé à la Direction de l'Economie, de l'Emploi, des Territoires. L'orientation doit être réalisée dans les dix jours suivant la date d'ouverture du droit au rSa, à l'issue d'entretiens personnalisés, menés à l'aide d'un référentiel national, dans les locaux des Circonscriptions de la Solidarité Départementale.

Après évaluation de leur situation, les bénéficiaires sont orientés, selon leur "disponibilité à l'emploi" :

- soit vers les services de Pôle emploi, qui leur désignera un "conseiller personnel",
- soit vers les services sociaux du département.

#### **- L'accompagnement**

Les personnes orientées vers Pôle emploi établiront avec leur conseiller le **Projet Personnalisé d'Accès à l'Emploi (PPAE)**, document matérialisant leurs engagements de démarches. Les personnes orientées vers le Conseil général devront de même signer un Contrat d'Engagement Réciproque (CER), qui remplace le précédent Contrat d'Insertion, dont le support sera rapidement renouvelé, afin de lui donner une présentation cohérente avec les nouvelles orientations du PDI et du dispositif d'insertion.

Pour les personnes orientées vers le Conseil général, un référent travailleur social sera aussitôt désigné en Circonscription de la Solidarité Départementale, ou dans un organisme délégataire, en fonction des besoins et des difficultés rencontrées par le public. L'accompagnement sera fondé sur l'établissement des contrats d'engagement réciproques, et la réalisation des démarches prévues :

- la participation à des actions d'insertion, préalables à une réorientation vers Pôle Emploi
- des démarches visant à conforter l'autonomie sociale.

En outre, pour les personnes orientées vers Pôle Emploi, le Conseil général désignera des correspondants, sur sollicitation de celui-ci, chargés de suivre les évolutions de leur situation et d'appuyer l'action des référents.

Toutefois, il est aussi convenu que les situations complexes pourront nécessiter une évaluation commune entre les deux institutions, afin de coordonner leurs interventions respectives.

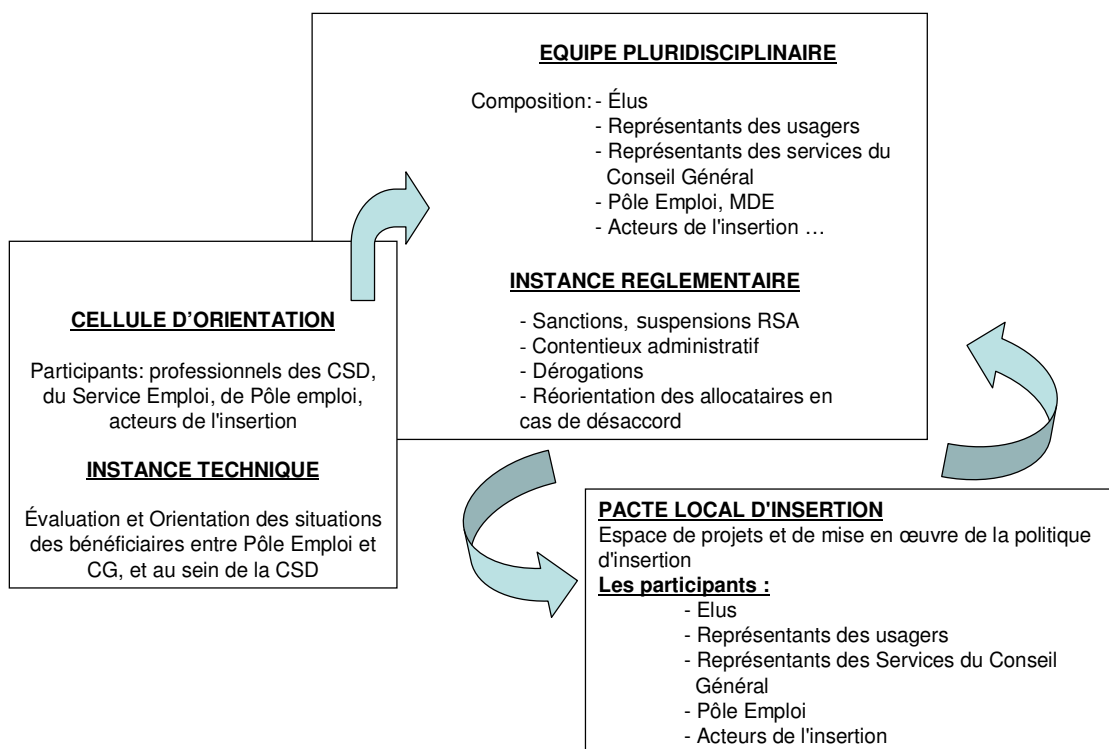
### **- les équipes pluridisciplinaires**

L'équipe "pluridisciplinaire", nouvelle instance créée par la loi rSa en substitution des anciennes CLI, a pour fonction d'apprécier et d'orienter les situations individuelles des allocataires, et prendre des décisions en matière de sanction (non respect, ou non établissement, des engagements convenus dans les PPAE et les CER, dérogations, pénalités administratives, indus d'allocation ...).

Une équipe pluridisciplinaire sera créée au niveau des territoires de chacun des Pays du département. Constituées par arrêté du Président du Conseil général, elles seront composées d'élus et de professionnels du Conseil général (travailleurs sociaux, service emploi...), de représentants de Pôle emploi et des Maisons de l'emploi, des acteurs de l'insertion, et nouvelle disposition, de représentants des bénéficiaires du rSa.

Sous l'égide de "l'équipe pluridisciplinaire", des "cellules d'orientations", seront mises en place associant particulièrement les référents respectifs de Pôle emploi et du Conseil général, pour envisager les réorientations d'un organisme vers l'autre

A l'issue de l'expérimentation de six mois d'une Equipe Pluridisciplinaire Départementale, un règlement intérieur commun sera élaboré, précisant les modalités de fonctionnement de cette instance et prenant en compte la nécessaire proximité avec les usagers, afin d'adapter les contours géographiques de ces équipes.



## ***C. Le contexte départemental***

### **1. La situation de l'économie et de l'emploi**

Le Département des Côtes d'Armor n'est pas épargné par les effets de la crise. La plupart des indicateurs départementaux se sont dégradés en 2009, dans une proportion moindre cependant que celle constatée au niveau national.

Les Côtes d'Armor connaissent en particulier une progression moins accentuée du chômage (+14,8% contre +20% au niveau national sur un an). Le nombre des demandeurs d'emploi semble ainsi se stabiliser depuis l'été dernier.

Situation fin octobre 2009	Niveau national	Côtes d'Armor
Demandeurs d'emploi	3 885 500 +2% sur un mois +20% sur un an	30 770 stable sur un mois +14,8% sur un an
Jeunes moins de 25 ANS	+26% sur un an	+20,3% sur un an
Chômeurs longue durée	+24% sur un an	+18,6% sur un an

De même la consommation des ménages reste stable. Le montant de la TVA collectée sur les neuf premiers mois de l'année s'établit à 452 M€, soit un niveau comparable à celui de 2008. Le montant global des crédits à la consommation (en progression de 0,3 points à un an d'intervalle) et des crédits à l'habitat (+7 points) n'a jamais été aussi élevé. La vente de véhicules a enregistré un record en 2009 (+16%).

Néanmoins, il faut souligner la forte progression des situations de surendettement des ménages (+22% par rapport à 2008), ce qui laisse craindre une aggravation des situations de précarité sociale en 2010.

Les entreprises costarmoricaines sont globalement touchées. 400 dépôts de bilan ont ainsi été enregistrés en 2009, contre 260 en 2008 et les chiffres d'affaire déclarés par les entreprises auprès des services fiscaux (13,6 milliards d'euros entre janvier et septembre 2009) ont diminué de 5,6% par rapport à 2008.

Certains secteurs sont davantage atteints, parmi lesquels le bâtiment, l'hôtellerie, et la restauration.

S'agissant plus particulièrement du bâtiment, la chute du nombre de permis de construire en 2009 (- 32%) n'a pas été compensée par les travaux de rénovation ou d'amélioration. Cela s'est traduit par une perte de 800 emplois sur un an et une baisse de 20% du recours à l'intérim et aux contrats à durée déterminée.

Par ailleurs, le secteur agricole, particulièrement important dans les Côtes d'Armor, reste marqué par de nombreuses incertitudes (filières en crises, avenir de la PAC ...)

Dans cette conjoncture économique dégradée, il faut cependant noter certains **signes positifs** :

- le nombre de créations d'entreprises (3.297 en 2009, dont plus de 850 sous le régime de l'auto-entrepreneur<sup>1</sup>) a augmenté de 73%, contre 67% au niveau national ;
- les entreprises continuent d'investir : la TVA déductible sur les immobilisations, indicateur du montant des investissements réalisés par les entreprises a continué de progresser (+1,4% en 2009) ;
- les exportations, notamment celles des industries agro-alimentaires, ont repris au cours du 3<sup>ème</sup> trimestre 2009.

De façon générale, la plupart des organismes et experts économiques estiment que la reprise économique s'est amorcée mais devrait être lente en 2010.

## 2. La situation des bénéficiaires du rSa dans ce contexte et les perspectives, selon leur disponibilité à l'emploi

Depuis l'entrée en application du rSa en juin 2009, les travailleurs sociaux des Circonscriptions de la Solidarité Départementale ont procédé progressivement à l'orientation des bénéficiaires du RMI suivis antérieurement.

Cette opération a eu pour objet, conformément aux nouvelles dispositions du rSa, d'orienter immédiatement vers Pôle emploi les personnes présumées "disponibles pour occuper un emploi", ou dans le cas contraire, de les orienter vers les services sociaux départementaux.

---

<sup>1</sup> Nouveau statut qui a rencontré une faveur particulière mais qui concerne beaucoup d'activités, souvent secondaires, dégageant pas ou peu de revenus...



Rapidement, cette sélection s'est avérée trop binaire, de sorte qu'il a été convenu, pour comprendre la situation d'ensemble, de graduer et qualifier comme ci-dessous pour chaque personne sa distance à l'emploi:

#### Répartition en % des orientations des ex bénéficiaires du RMI, de juin à février 2010

Pôle emploi		Services sociaux du Conseil Général	
Autonome vis-à-vis de l'emploi	Démarche emploi fragile	Remobilisation nécessaire	Eloignement de l'emploi
42 %	24 %	6 %	28 %
<b>42 %</b>	<b>30 %</b>		<b>28 %</b>
	Ensemble du public en démarches d'emploi problématique		

Sur un total de 4.551 personnes évaluées, il apparaît que 42% ont été perçues en capacité d'établir leur PPAE avec leur conseiller personnel. De fait, la majorité d'entre elles étaient déjà inscrites à Pôle emploi.

Pour 24%, l'orientation vers l'emploi reste empreinte de réserves sur l'autonomie des personnes pour réaliser des démarches effectives et positives, même si pour une partie, elles sont de fait inscrites comme demandeur d'emploi.

A l'opposé, 28% des personnes paraissent très éloignées de l'emploi et sont orientées vers le Conseil général.

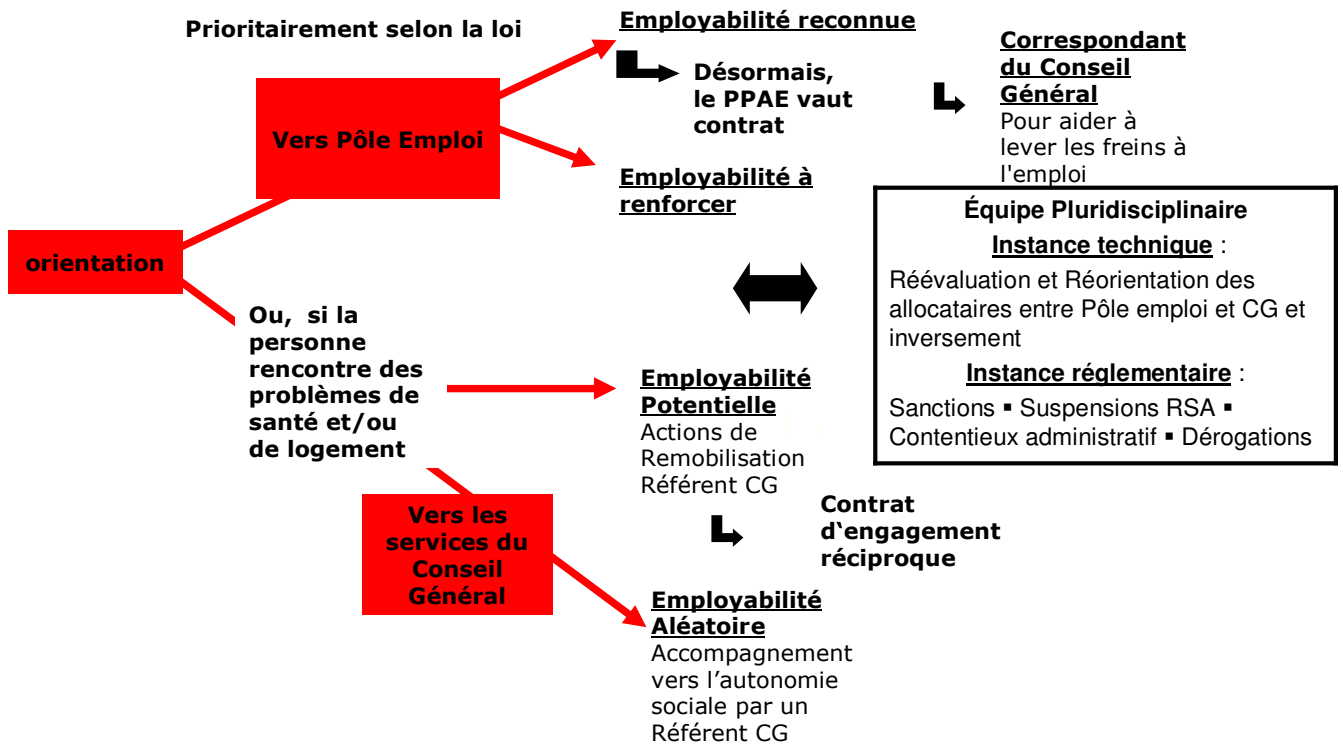
Enfin, pour les 6% restant, l'orientation vers les services sociaux est prise en perspective d'une réorientation prochaine vers Pôle emploi, conformément aux dispositions de la loi RSA.

Cette estimation, fondée sur la perception des situations des bénéficiaires par les travailleurs sociaux ne doit prêter à aucune prédiction individuelle. Les qualificatifs employés n'ont pas la prétention d'une typologie et restent absolument empiriques.

Mais interprétée prudemment, cette répartition du public met en évidence **trois types de publics** :

- une part de personnes potentiellement autonomes dans leurs recherches d'emploi,
- une autre part à l'inverse qui en demeure très éloignée,
- et un public dans une situation intermédiaire, comportant des personnes qui peuvent ou non être inscrites à Pôle emploi, mais pour lesquelles des moyens spécifiques d'accompagnement et de remobilisation vers l'emploi doivent être conçus et proposés.

## Les orientations des bénéficiaires du RSA tenus aux Droits et Devoirs



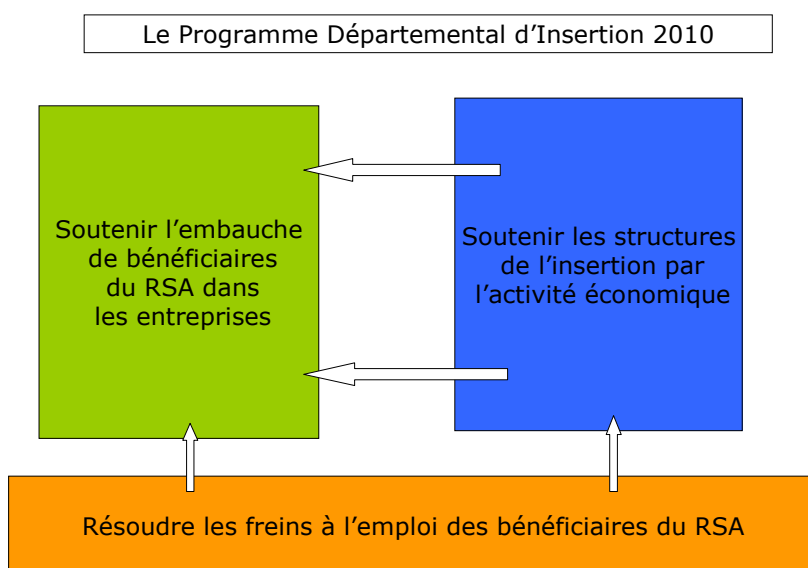
## II. La politique d'insertion du Conseil Général

Trois grands axes d'intervention,  
qui appellent chacun des objectifs particuliers

La démarche du Conseil général se fonde sur une volonté politique forte, qui est d'**aider tous les bénéficiaires du rSa à accéder à l'emploi ordinaire.**

Elle consiste en premier lieu à s'appuyer sur les dispositions du « droit commun » général, notamment dans le cadre des missions de Pôle emploi et de la convention établie avec le Conseil Général.

Elle appelle ensuite à déployer des actions complémentaires et spécifiques, selon les trois axes prioritaires d'intervention fixés par le Conseil général.



Ces trois axes sont complémentaires et les actions qu'ils déterminent seront coordonnées de manière à fournir au bénéficiaires du rSa des réponses globales. La mise en œuvre des actions qui en découlent sera déclinée au niveau des territoires retenus par le Conseil général.

## ***A. Faciliter l'accès à l'emploi durable dans les différents secteurs d'activité du département***

Cet axe vise à mobiliser tous les moyens pour soutenir l'embauche de bénéficiaires du RSA par les entreprises et l'ensemble des employeurs: entreprises, collectivités, associations, particuliers ....

Observant que près des deux tiers des bénéficiaires du RSA sont susceptibles d'être orientés vers Pôle emploi à l'issue des évaluations réalisées en Circonscription de la Solidarité Départementale, et donc en situation potentielle de pouvoir accéder à l'emploi, la démarche consiste à rapprocher ces personnes des besoins des entreprises et, simultanément, de sensibiliser les acteurs économiques à la question de l'insertion.

### **1. Appréhender le marché de l'emploi afin d'orienter au mieux le public RSA vers les offres d'emploi actuelles et à venir...**

... Par l'évaluation des départs en retraite, des besoins pressentis dans certains secteurs d'activité et cadres d'emplois souffrant cycliquement de problèmes de recrutement : métallurgie, plasturgie, technico-commerciaux, encadrement intermédiaire, services à la personne ...

La crise actuelle ne doit pas masquer les tensions de main d'œuvre futures. Toutefois, le secteur agroalimentaire, gros pourvoyeur d'emplois par le passé, connaît des incertitudes pour la poursuite de son développement.

### **2. Développer la formation professionnelle des bénéficiaires du rSa afin de les positionner durablement sur le marché de l'emploi**

- En évaluant les besoins en acquisition des savoirs de base, en qualifications adaptées, pour la maîtrise des outils informatiques et Internet ;
- En informant sur les métiers, en suscitant l'appétence pour se former et élargir sa culture générale, ainsi que sur les formations complémentaires nécessaires pour accéder à l'emploi souhaité, en lien avec les débouchés réels.

- En activant la convention de partenariat avec le Conseil Régional et les moyens propres du Conseil général dans les collèges, entre autres ...

### 3. Accroître les recrutements des bénéficiaires du rSa dans les entreprises

- En positionnant l'insertion professionnelle comme **un enjeu économique et social local**, concernant les employeurs, les salariés via leurs représentants, et les élus locaux,
- En développant **la clause d'insertion dans les marchés publics** des collectivités
- En accompagnant les entreprises qui s'impliquent dans cette démarche par des moyens humains et financiers : le CDAE<sup>2</sup>, les équipes emploi, les contrats aidés (CUI)...

Pour 2010, le Conseil Général a signé avec l'Etat une convention d'objectifs et de moyens portant sur le cofinancement de 902 Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi (CUI-CAE) dans le secteur non marchand et **160 Contrats Initiative Emploi (CUI-CIE) dans le secteur marchand** pour des bénéficiaires du rSa socle.

### 4. Créer des modalités d'accompagnement en amont et en cours d'emploi

- En développant des actions de placement complémentaires à celles des services de Pôle Emploi
- En soutenant l'insertion professionnelle dans l'entreprise, par un nouveau dispositif départemental : le **Contrat départemental d'Accompagnement dans l'Emploi** (CDAE), éventuellement appuyé sur un contrat aidé (CUI), et renforcé par un accompagnement personnel confié à des prestataires.

En effet, 70% des bénéficiaires du rSa sont *a priori* en capacité d'être orientés vers la recherche d'emploi. Parmi eux, 30% nécessitent un accompagnement spécifique au regard de leurs fragilités.

---

<sup>2</sup> CDAE : Contrat départemental d'accompagnement dans l'emploi

## 5. Accompagner les créateurs d'entreprise dans leur insertion professionnelle:

- En développant l'accompagnement des créateurs d'entreprise, y compris les auto entrepreneurs, dans le prolongement des actions déjà engagées par le Conseil général. Cette orientation inclut le renforcement de l'évaluation des projets susceptibles d'être soutenus, en lien avec leur perspectives de viabilité
- En examinant plus précisément la situation des travailleurs indépendants conduits à solliciter le rSa pour compléter leurs revenus. Dans ce cadre, il conviendrait notamment :
  - d'adapter des modalités d'accompagnement spécifiques pour les **artistes professionnels** bénéficiaires du rSa ;
  - de poursuivre l'accompagnement des **exploitants agricoles**, en intégrant les difficultés particulières à ce secteur d'activité

## ***B. Soutenir et renforcer l'Insertion par l'Activité Economique***

### **1. Assurer des parcours d'insertion débouchant sur l'emploi dans le secteur ordinaire**

L'accompagnement vers l'emploi durable et de qualité des salariés en insertion est l'un des axes forts de la politique d'insertion du Conseil général.

Ce dernier participe au financement des postes d'encadrants techniques et socioprofessionnels des Ateliers Chantiers d'Insertion (ACI) en charge d'agir sur les freins à l'emploi et de mettre en œuvre des actions visant le retour à l'emploi : périodes en entreprise, parcours de formations qualifiantes, etc.

### **2. Soutenir l'activité des structures de l'insertion par l'activité économique du département**

Les structures de l'insertion par l'activité économique (SIAE) dans les Côtes d'Armor :

- 14 structures porteuses d'Ateliers Chantiers d'insertion (ACI) représentant en 2010 384 places en CUI-CAE prévus dans la convention d'objectifs et de moyens établie entre le Conseil général et l'Etat
- 11 associations intermédiaires (AI)
- 1 entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI)
- 6 entreprises d'insertion (EI)

#### **Les objectifs définis :**

- Faciliter le rapprochement de l'IAE et des collectivités locales afin d'établir un partenariat fort et dans la durée, notamment à travers les contrats de territoires ;
- Sensibiliser les collectivités locales du département à l'embauche de personnes en insertion à travers :
  - le développement des clauses sociales au sein de la commande publique
  - un partenariat avec le Centre de Gestion des communes pour développer l'embauche de bénéficiaires du rSa
  - un suivi de ces clauses par le service Emploi du Conseil Général .

- Aider au renforcement de la lisibilité des structures de l'IAE auprès des acteurs locaux, en particulier les acheteurs publics, *via* la création d'outils de communication (site Internet) ...
- Accompagner la diversification des supports d'activité des SIAE afin de mieux répondre aux caractéristiques et aux besoins des publics rSa sur chaque territoire.

### 3. Accompagner l'élaboration de passerelles entre le monde économique et les SIAE

- En faisant connaître les salariés en insertion aux employeurs présents sur le territoire d'intervention d'une structure de l'IAE, dans un but de transférer les compétences acquises par ces salariés vers les emplois durables sur ce secteur géographique (*établir la cartographie des entreprises et des postes de travail ...*)
- En impliquant les entreprises du territoire à travers des actions de sensibilisation de leurs dirigeants et cadres à l'embauche de personnes en insertion : mise en place de parrainages, d'actions concertées avec les branches et syndicats professionnels...
- En favorisant la mise en œuvre de périodes d'immersion en entreprise pendant le parcours d'insertion.

### 4. Accompagner l'élaboration de passerelles entre les SIAE

- En participant à l'animation de lieux d'échanges sur les parcours et d'échanges de pratiques entre SIAE en lien avec Pôle emploi (Comités Techniques d'Animation),
- En soutenant les démarches d'expérimentation des structures de l'IAE sur un même territoire,
- En travaillant dans une logique de retour à l'emploi via la création de passerelles entre les Ateliers Chantiers d'Insertion (ACI) et les associations intermédiaires ou entre les ACI et les entreprises d'Intérim d'Insertion (ETTI) dans un souci de partage d'informations et de réactivité lors de dépôt d'offres par exemple.



## ***C. Lever les freins à l'emploi***

Dans la perspective de favoriser l'accès à l'emploi de tous les bénéficiaires du RSA, tous les moyens pour résoudre les obstacles à leurs démarches doivent être mobilisés et coordonnés avec les dispositifs de droit commun existants

### **1. Recenser et organiser les réponses, ciblées ou ponctuelles, pour tous les domaines de difficultés**

Selon la nature des difficultés éprouvées, et le besoin d'une réponse rapide, les actions suivantes seront engagées par les référents des bénéficiaires, de Pôle emploi ou du Conseil Général:

- **en matière de santé**, contribuer à la prévention (accès aux droit CMU, Bilans de santé de la CPAM), accompagner les démarches liées à la santé (infirmières en CSD), évaluer les conséquences des problèmes de santé ou du handicap sur les démarches d'insertion professionnelles (Bilan-diagnostics, liens avec la MDPH)

- **en matière de logement**, mobiliser de façon optimale les dispositifs existants mis en place par le Département et l'Etat, et renforcer l'information des bénéficiaires et des référents sociaux et professionnels sur les possibilités offertes (FSL, PDALPD, Schéma AHI ...)

- **en matière de mobilité**, au-delà des aides individuelles (tarifs sociaux pour les transports collectifs, passage du permis de conduire, réparations, acquisitions, locations de véhicules ...), initier une démarche globale sur un territoire, par la création d'une "plate-forme mobilité", pour coordonner au mieux les différentes réponses possibles, en intégrant le co-voiturage, l'auto école sociale. Un tel projet est déjà en réflexion sur le territoire de l'agglomération de Saint-Brieuc.

- **en matière de garde d'enfants**, faciliter l'accès aux modes d'accueil collectifs (places prioritaires), et aux services des assistantes maternelles, en envisageant sur ce sujet particulier une réflexion avec la CAF et le service de PMI en interne du Conseil Général. Des aides financières sont prévues pour assurer le paiement de ces services. Cette orientation sera à

amplifier au vu des besoins du public des ménages en situation d'isolement (bénéficiaires du RSA majoré).

- **en matière de formation**, renforcer l'accès aux **savoirs fondamentaux**, ainsi qu'à l'utilisation des **outils informatiques et d'Internet**. Sur ce point précis, l'ensemble des moyens sera à mobiliser, pour l'apprentissage ( Conseil Régional, Cité des métiers ...) et l'utilisation des matériels. Pour répondre aux besoins de proximité, les salles informatiques des Collèges pourront être accessibles selon des modalités à convenir.

## 2. Activer les aides financières de l'Aide Personnalisée pour le Retour à l'Emploi (APRE)

Les aides financières de l'Aide Personnalisée pour le Retour à l'Emploi (APRE), nationale et départementale, seront mobilisées, selon les règles définies par le règlement départemental, pour répondre à toutes les difficultés matérielles ou d'organisation personnelle, engendrées par une reprise d'emploi ou d'entrée en formation. En outre, les sollicitations qui n'entreraient pas dans le règlement de l'APRE pourront être examinées dans le cadre des attributions du Fond Départemental d'Insertion (FDI) qui est maintenu.

## 3. Mettre en place des actions de remobilisation

Des actions dites de "remobilisation" pourront être proposées aux personnes qui ne peuvent être directement orientées vers un accompagnement par Pôle emploi, ou entrer immédiatement dans les structures de l'Insertion par l'Activité Economique. Cet accompagnement renforcé, sous forme individuelle et collective, d'une durée limitée à 3 mois (renouvellement possible à déterminer) devrait aider les bénéficiaires à :

- reprendre confiance en soi
- pouvoir se confronter à des situations nouvelles
- prendre des responsabilités
- savoir s'évaluer
- engager une formation ...

Les participants porteront cette action dans leur Contrat d'engagement Réciproque (CER) à établir avec le Conseil Général. Dans le cadre des démarches entreprises, ils pourront bénéficier des différents moyens et aides individuelles décrites précédemment pour lever leurs freins à l'emploi.

Ces actions pourront être renforcées par des bilans professionnels ou pré-professionnels assurés par des prestataires.

Dans la perspective d'un appel à projets, un cahier des charges sera élaboré afin que cette offre d'insertion, répartie sur l'ensemble du département, puisse être rapidement accessible au public visé.

#### 4. Adapter l'accompagnement de publics spécifiques selon leurs difficultés particulières

- En définissant des modalités d'accompagnement, pour les bénéficiaires du RSA majoré (ex API), public pour partie déjà connu des services sociaux départementaux, mais qui entre dorénavant dans le champ des "droits et devoirs", via le "Contrat d'Engagement Réciproque" (CER).

- En adaptant l'accompagnement des ménages relevant du schéma départemental des gens du voyage qui sera prochainement adopté, selon les nouvelles orientations retenues, de même que l'accompagnement des personnes en grande marginalité, en lien avec les dispositifs mis en place par l'Etat.

#### 5. Organiser l'accès à des "activités d'autonomie sociale"

Ces actions s'adressent à des personnes très éloignées de l'emploi et sont menées en lien avec les Groupes d'Entraide Mutuelle (GEM), mis en place par les services de l'Etat sur 8 sites dans le département. L'objectif de ces activités est d'éviter l'isolement, de préserver et développer pour ces personnes leur capacité d'autonomie sociale, contribuer à un projet collectif ...

### **Une politique d'insertion tournée vers l'innovation et la réalité des territoires**

Après l'adoption du PDI, le Conseil général organisera les travaux d'élaboration du Pacte territorial d'Insertion.

Ce dernier organisera pratiquement les modalités de mise en œuvre de la politique départementale d'insertion, engageant les compétences et moyens de ses partenaires naturels. Le PTI sera décliné sur les différents territoires (*a priori* les Pays) afin de tenir au mieux compte des réalités socio-économiques des bassins de vie et d'emplois, dans la même optique contractuelle et pratique.

Sur chacun de ces territoires, une animation et un suivi sera assuré en permanence par le Département, associant élus, techniciens, personnes qualifiées et des compétences complémentaires en matières sociale, économique et territoriale.

Le Pacte territorial d'Insertion et ses applications locales seront finalisés au cours du second semestre 2010.

S'agissant du suivi du Programme départemental d'Insertion, il est proposé de créer une instance nouvelle visant d'une part, à évaluer la pertinence des politiques publiques au regard de la conjoncture, d'autre part à ajuster certaines orientations du PDI et enfin, à suivre certaines expérimentations menées par les services départementaux ou par les partenaires du Département.

Cette **Conférence territoriale de l'Insertion**, initiée par le Département, ouverte aux partenaires de l'insertion sociale et au monde économique, permettra de conduire de manière dynamique et créative une politique d'insertion que se seront appropriée l'ensemble des acteurs de la vie socio-économique de notre Département, dans un esprit de progrès permanent.

## Table des sigles utilisés

ACI	Atelier Chantier d'Insertion
AHI	Accueil Hébergement Insertion
API	Allocation de Parent Isolé
APRE	Aide Personnalisée de Retour à l'Emploi
CAE	Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi
CAF	Caisse d'Allocations Familiales
CCAS	Centre Communal d'Action Sociale
CDAE	Convention Départementale d'Accompagnement dans l'Emploi
CER	Contrat d'Engagement Réciproque
CIAS	Centre Intercommunal d'Action Sociale
CIE	Contrat Initiative Emploi
CLI	Commission Locale d'Insertion
CMU	Couverture Maladie Universelle
CPAM	Caisse Primaire d'Assurance Maladie
CSD	Circonscription de la Solidarité Départementale
CTA	Comité Technique d'Animation
CUI	Contrat Unique d'Insertion
EPCI	Etablissement Public de Coopération Intercommunale
ETTI	Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion
FDI	Fond Départemental Insertion
FSL	Fonds de Solidarité pour le Logement
GEM	Groupe d'Entraide Mutuelle
IAE	Insertion par l'Activité Economique
MDE	Maison De l'Emploi
MDPH	Maison Départementale des Personnes Handicapées
MSA	Mutualité Sociale Agricole
PAC	Politique Agricole Commune
PDALPD	Plan Départemental pour l'Accès au Logement des Personnes défavorisées
PDI	Programme Départemental d'Insertion
PMI	Prévention Maternelle et Infantile
PPAE	Plan Personnalisé d'Accès à l'Emploi
RMI	Revenu Minimum d'Insertion
RSA	Revenu de Solidarité Active
SIAE	Structure d'Insertion par l'Activité Economique
TVA	Taxe à la Valeur Ajoutée